Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, dans "Le Parisien" du 29 juillet 2015, sur l'accord concernant le nucléaire iranien, l'avenir de la Syrie et sur les relations économiques entre la France et l'Iran.

2015-07-29

Q - La France a été critiquée à Téhéran, car vous êtes parfois apparu comme le négociateur le plus intransigeant dans le dossier du nucléaire. A quel accueil vous attendez-vous sur place aujourd'hui ?

R - Notre ligne constante dans cette négociation majeure a été ce que j'appelle la «vigilance constructive». Pourquoi ? À cause des enjeux eux-mêmes : c'est la question de l'accès à la bombe atomique qui était posée. Toute la crédibilité du régime international de lutte contre la prolifération nucléaire risquait d'être mise à mal en cas d'accord faible ou non vérifiable, car des voisins de l'Iran en auraient déduit qu'il leur fallait s'engager eux aussi dans un programme nucléaire militaire. Un accord solide et crédible était donc dans l'intérêt de tous, y compris de l'Iran.

Q - Une frange des conservateurs iraniens appelle tout de même à boycotter votre visite...

R - Je n'entre pas dans ce débat. Cette invitation, mon homologue M. Javad Zarif l'avait déjà formulée dans le passé, mais le contexte ne s'y prêtait pas. Il l'a chaleureusement renouvelée le 14 juillet, lors de la conclusion de l'accord. Le moment nous a paru opportun, au président de la République et à moi-même. Nous avons toujours maintenu des relations avec l'Iran mais, dans ce nouveau contexte, il est bon de donner une impulsion nouvelle à cette relation sans rien renier de nos amitiés et de nos convictions. C'est l'esprit dans lequel j'arrive à Téhéran ce mercredi.

Q - Les Israéliens et certains leadeurs républicains aux États-Unis estiment que l'Iran ne renoncera jamais à fabriquer la bombe, que cet accord n'empêche rien. Que leur répondez-vous ?

R - Ce n'est pas mon avis. Ceux des experts qui auront lu en détail la centaine de pages que comportent l'accord et ses annexes pourront juger par eux-mêmes de la précision et de l'ampleur des engagements pris : sur la limitation drastique des capacités d'enrichissement

de l'uranium, sur la recherche et le développement concernant les centrifugeuses, sur l'arrêt du caractère plutonigène du réacteur d'Arak, sur les mesures de vérification. Sur tous les chapitres, nous avons été extrêmement précis, et c'est une des raisons de la longueur des discussions. L'essentiel, bien sûr, ce sera d'une part la mise en œuvre de nos décisions communes par l'Iran et, d'autre part, la capacité de la communauté internationale, en particulier l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à vérifier cette application.

Q - L'Iran va retrouver une marge de manœuvre grâce à la levée des sanctions et le retour de plus d'une centaine de milliards d'euros d'avoirs gelés dans les banques étrangères. Le pays ne sera-t-il pas tenté d'en profiter pour étendre son influence au Proche et Moyen-Orient ?

R - La levée des sanctions sera progressive, selon un calendrier qui dépendra du respect par le pays de ses engagements. L'Iran a beaucoup souffert des sanctions, le peuple iranien espère que les ressources dont l'État va bénéficier seront utilisées pour son développement et son bien-être. Il faudra, là aussi, être vigilants. La région est fragile, les crises sont nombreuses. Les voisins de l'Iran s'inquiètent. Téhéran va donc se retrouver en situation de pouvoir jouer ou non un rôle d'apaisement et de retrouver ou non sa pleine place dans le concert international.

Q - L'Iran, qui soutient Bachar al-Assad, le président syrien, peut-il aider à en finir avec l'interminable conflit en Syrie ?

R - Face au drame que vit le peuple syrien, il n'y aura de solution durable que politique. Et inclusive, c'est-à-dire avec un nouveau gouvernement comportant à la fois des éléments du régime et de l'opposition dite modérée. Nous sommes convaincus que M. Bachar al-Assad, lui-même, ne peut pas être l'avenir de son pays. L'Iran exerce une forte influence sur place. Donc, oui, c'est un acteur de cette crise.

Q - Les entreprises françaises peuvent-elles tirer leur épingle du jeu dans le marché iranien qui s'ouvre ? Et si oui, dans quels domaines ?

R - La compétition sera rude, mais nos entreprises ont des atouts à faire valoir. En particulier dans l'automobile, le transport aérien, le domaine de l'énergie, la santé ou l'agroalimentaire. Il y a à la fois des besoins iraniens considérables et une tradition d'excellence française reconnue en Iran.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 3 août 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/195781-laurent-fabius-29072015-accord-sur-le-nucleaire-iranien-avenir-syrie